

Terra nostra

Bulletin d'échanges sur les mécanismes de contrôle citoyens appliqués à la gouvernance locale et aux industries extractives

Une journée riche en échange de pratiques sur le budget participatif

La dernière session de la formation s'est focalisée sur la présentation des résultats de l'expérimentation des outils sur le terrain par les participants. Les restitutions des trois groupes ont permis de constater l'engouement et l'intérêt manifestés par les populations pour les outils CCAP, l'engagement et la volonté d'apprendre des différents acteurs, la volonté de transparence des élus, le besoin d'appropriation des outils par les communautés.

A l'issue des présentations, les discussions ont porté sur le système de gestion du SEP et la stratégie de communi-

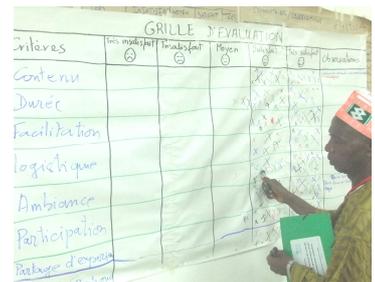
cation.

Il s'avère nécessaire de définir un modèle institutionnel, d'identifier les ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement, de définir des supports et des modalités de fonctionnement.

Au delà de la mise en place d'un bon système de gestion, la communication occupe une place centrale. Une bonne stratégie de communication permettra d'éviter des incompréhensions entre acteurs dès le départ. Le renforcement et l'adaptation des stratégies de communication entre parties prenantes doit créer une émulation au niveau local qui constitue le point de départ

de la gouvernance participative et citoyenne. Des approches telles que la diffusion d'expériences réussies, la valorisation et/ ou l'utilisation de radios communautaires sont essentiels. Cependant, il faut intégrer dans la stratégie de communication des approches pour l'influence des politiques pour la définition d'un cadre réglementaire et juridique favorable au dialogue entre élus et leurs mandants.

Pour conclure les participants ont défini la suite qu'ils aimeraient donner à cette formation à travers d'abord la restitution et la dissémination de leurs acquis, l'engagement dans des processus d'expéri-



mentation à plusieurs niveaux (réseau des femmes, chercheurs, élus ...) mais surtout l'animation de la vie du réseau pour une plus grande dissémination des outils et le développement d'autres outils à travers le partage d'expérience entre différents pays.

La session a été clôturée par la remise des attestations aux différents participants et par l'évaluation de la formation.

Le Forum de Sindia : une opportunité de mise en place du SEP

Plutôt qu'un exercice, le forum a été une activité concrète et réelle qui a suscité beaucoup d'intérêt pour les populations et les conseils ruraux de Sindia et Diass. En plus des recommandations issues des travaux de groupe, les acteurs ont défini un certain nombre d'orientations et d'axes pour donner suite à cette rencontre.

Ils ont ainsi décidé d'élaborer

un document du forum pour informer les autorités et les exploitants de carrières des conclusions de ce FORUM INTERCOMMUNAL d'évaluation participative des activités d'extraction des carrières de SINDIA et DIASS. Ce document pourrait servir d'argumentaire pour une action de plaidoyer ; interpeler les exploitants sur les conclusions du forum qui devront constituer la première étape

d'une stratégie de plaidoyer.

Il revient au conseil rural de créer des mécanismes de prise en charge des recommandations formulées. Les préoccupations des deux collectivités locales étant les mêmes, ils suggèrent de réfléchir sur la mise en place d'un espace intercommunal pour mutualiser les efforts. Selon les populations, les solutions sont dans l'intercommunalité car les res-

sources extractives ont rarement concerné une seule communauté.

Les acteurs se sont engagés à mettre en place un comité de suivi des recommandations et à demander à IED Afrique et ACCES d'accompagner la dynamique par des appuis méthodologiques et formatifs.

La fiche d'évaluation par la communauté, un outil simple



Le groupe sur la qualité des services publics (éducation) a été accueilli par la communauté rurale de Yene, pour travailler avec les citoyens autour de la fiche d'évaluation. Cette visite a permis aux citoyens de d'expérimenter en pratique la fiche et de voir si elle peut être un outil efficace pour l'analyse et

la résolution des problèmes relatives à la fourniture des services publics notamment dans celui de l'éducation.

Les parties prenantes présentes se sont divisées en trois groupes : élus (10), enseignants (6) et parents d'élèves (15).

Le travail du groupe s'est focalisé sur l'éducation primaire comme compétence transférée par les lois de la décentralisation au Sénégal.

L'expérimentation a été très intéressante. La fiche s'est révélée un outil très simple à comprendre mais aussi très puissant pour aller en profondeur dans la compréhension des problèmes de la communauté et pour créer les conditions adaptées pour trouver les solutions

et les actions pratiques. Il doit être adapté selon les situations. Il permet d'avoir, en peu de temps, une masse importante d'information. L'analphabétisme n'a pas été un obstacle à l'appropriation des outils par les acteurs impliqués

Cependant, il est nécessaire d'harmoniser les compréhensions de la définition des différents indicateurs/critères retenus pour l'évaluation. Aussi, l'outil ne permet pas d'exprimer les observations relatives à chaque niveau d'appréciation. Il est important que les actions de changement soient définies de sorte que la communauté ait les capacités de les mettre en œuvre de par elle-même.

Analyse de la dimension genre dans le budget de Popoguin les acteurs

Dans le cadre de l'atelier de formation sur les mécanismes de Contrôle Citoyen appliqués à la gouvernance locale et à la gestion des ressources extractives, une sortie d'application des outils de la formation est organisée et exécutée dans la commune de Popenguine. Les participants, au nombre de 60, ont été trois en trois groupes. Chaque groupe a travaillé au tour des mêmes termes de référence axés sur l'évaluation du degré de participation des femmes dans le processus budgétaire décliné en quatre points et le niveau de prise en compte des priorités des femmes dans les investissements.

Les résultats des travaux ont montré que la participation des femmes dans la phase de préparation du budget est globalement satisfaisante pour les trois groupes. La participation dans l'élaboration et l'exécution du budget a été jugée faible du fait des dispositions du Code des collectivités locales.

S'agissant du degré de prise en compte des priorités des femmes, l'appréciation des femmes est satisfaisante sur la question de la mise en place de marché, par contre celle des hommes et des jeunes est non satisfaisante. Les femmes ont porté leurs appréciations sur l'inscription dans

	Très insatisfait	Insatisfait	Plage	Satisfait	Très satisfait
Marché de l'habitat		X	X	XXXX	
SANTÉ		XX	XX	XX	X
Assainissement		XXXX	XXXX	XXXX	
FORMATION		XXXX	XX	XX	

les lignes budgétaires tandis que les hommes et les jeunes sur l'exécution.

Globalement la question de la santé est satisfaisante pour les trois groupes. Plusieurs activités sont réalisées à ce niveau.

sées à ce niveau.

Les acteurs sont moyennement satisfaits pour ce qui concerne l'assainissement. La faiblesse des ressources communales ne permet pas de prendre en charge cette question.

Carrières de Sindia et Diass ou un déclassement voilé des forêts classées



Dans le cadre de l'atelier de formation sur le CCAP, une visite de terrain a été effectuée à Sindia, le mercredi 14 Octobre 2010.

Sindia (ou Sindia) est une localité du Sénégal, située à proximité de la Petite-

Côte, au sud de Dakar ; à 20 kms de Saly. Sindia est le chef-lieu de la Communauté rurale de Sindia et de l'arrondissement de Sindia. Elle est rattachée au département de M'bour, dans la région de Thiès.

La mission a démarré par une visite des carrières de Sindia. Ces carrières sont exploitées par de petites industries. Toutefois, deux grandes industries y opèrent mais dans le domaine du ciment. Ce sont en général des carrières de laté-

rites, de gravier, de calcaire et de bétons.

Les industries installées reçoivent directement l'autorisation de l'Etat pour commencer l'exploitation. En général les populations et les élus ne sont pas très au fait des modalités d'attribution des terres.

Les contrats sont signés entre les entreprises et l'Etat sans s'en référer aux communautés. Les cahiers de charges sont quasi secrets ; à telle enseigne qu'on est

tenté de dire que les exploitants n'ont rien dire aux populations, et rien à donner à priori.

Les sites d'exploitation en général sont situés dans les forêts classées qui appartiennent à l'Etat. En fait l'Etat les déclassifie de manière voilée au détriment de l'équilibre écologique et du caractère de « poumon végétal » que cette réserve constitue pour les populations riveraines.

Cérémonie de remise des attestations



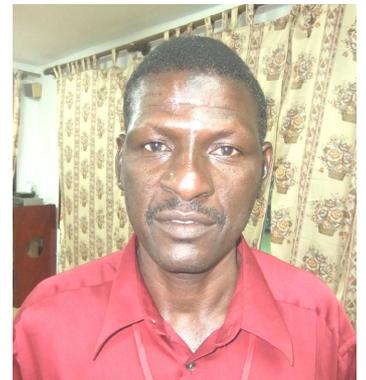
Une dynamique participative en marche

La rencontre de Sindia a regroupé une quarantaine de participants dont une vingtaine de femmes. Au cours des débats des argumentaires ont été développés au sein

de deux focus group constitués de celui des élus et services techniques d'une part et de celui des communautés formé des GPF et autres associations d'autre part.

Il est ressorti des discussions que les communautés comprennent les enjeux liés à l'exploitation des carrières et les appré-

cient à leur juste mesure. A la fin du forum, les populations ont exprimé leur satisfaction tout en assurant qu'elles assureront le suivi des recommandations pertinentes qui ont été formulées. Il est à noter que les exploitants ont brillé par leur absence.



Sidi Adou, ROTAB-PCQVP
NIGER

Vers une approche plus participative et transparente par les mécanismes du CCAP

« **La transparence doit se traduire par une traçabilité des flux d'avantages (déclarations des versements effectués en amont par les compagnies extractives à titre de redevances superficielles, royalties, impôts, bonus, etc.; en aval, les encaissements par l'Etat des montants versés par ces compagnies). D'autre part, les revenus issus de l'exploitation des ressources extractives doivent être divulgués par tous les canaux possibles pourvu qu'ils soient accessibles et intelligibles. Les outils du CCAP pourront y participer.** »

« Ce forum a permis de se rendre compte que le conseil rural et les populations ont les mêmes préoccupations par rapport à l'exploitation des carrières. »

« Il a été un espace d'expression d'un sentiment de tout un chacun mais jamais partagé en groupe, en conseil de la communauté. »



Papa Amadou BA
Secrétaire Permanent
CAT/CNITIE Mauritanie

